

Les infos

Vendredi 27 avril 2007



TROP CONNU

Pendant l'été 2005, le parlement avait adopté l'impossibilité pour les jeunes de moins de 26 ans de se présenter aux élections dans les entreprises. Au grand dam du MEDEF, le conseil constitutionnel avait invalidé ce type de mesure, et la Cour de Cassation a rappelé récemment que tous les salariés qui font partie de la « même communauté de travail » peuvent y être présentés et défendre ainsi leur intérêt... Ainsi à l'heure qui permet à nos collègues les plus jeunes ou sous traitants de participer aux élections des instances représentatives du personnel des entreprises utilisatrices, la direction de la SG associée au syndicat SUD, a obtenu du juge qu'il annule la candidature du délégué national de la CGT aux prochaines élections des services centraux dans le collège cadres. Cette décision rétrograde le prive ainsi du droit de se présenter sur son propre lieu de travail, les tours de la Défense. Serait-ce la peur de la démocratie qui a une nouvelle fois motivé cette intervention inhabituelle ? Hommage involontaire, le syndicat associé à la direction, faisait valoir au juge que la notoriété du candidat était telle qu'elle risquait de modifier les résultats en faveur de la CGT... et qu'il fallait laisser la direction exercer son pouvoir de gestion (argument de poids pour un syndicat). Il y avait donc 36 candidats cadres pour 37 délégués du personnel à élire à la Défense, il n'y en aura plus que

35 à la suite de cette décision. Toujours est-il que les élections auront bel et bien lieu du 3 au 11 mai par le recours au vote électronique. Cela devrait permettre d'augmenter la participation de manière significative, alors qu'elle avait chuté de manière dramatique en dessous de 50% lors du vote précédent. Encore heureux que le juge n'ait pas suivi sur ce point la demande de SUD, associé cette fois au SNB, d'interdire le recours au vote électronique.

LES YEUX BRAQUÉS

Plus de 400 délégués représentant les syndicats d'Europe affiliés à UNI se sont réunis à Athènes la semaine dernière. On imagine mal, d'un point de vue hexagonal, l'intérêt suscité par notre élection présidentielle. Les yeux des syndicalistes d'Europe sont braqués sur nous, et ils ne cachent pas leur inquiétude de voir le candidat des libéraux, Nicolas Sarkozy, l'emporter. La résistance des français à l'origine de l'enterrement de la directive « Bolkenstein » reste une référence et un encouragement à l'heure où UNI engage une campagne contre la libéralisation totale des services postaux. Le secrétaire général d'UNI, Phillip Jennings, a dénoncé l'incompatibilité entre l'objectif affiché par le G8 d'une mondialisation « équitable » et la gestion des fonds d'investissements privés. Il faut dire que sa dernière rencontre à Bruxelles avec leurs représentants était édifiante : « vous ne comptez pas pour nous » lui ont déclaré ceux qui ont décidé en 15 mn de liquider le fonds de retraite des salariés de Deutsche Telekom. Comme en écho, un délégué grec ajoutait qu'un scandale affecte les caisses de retraites de son pays, dont la caisse publique, qui viennent de perdre plusieurs millions d'euros dans des fonds hasardeux... le lendemain, la presse hellénique commentait à la une la présence du Président de la république grecque à l'ouverture de la conférence d'UNI en rapportant ce débat.



CGT Société Générale - SPB Société Générale
Paris La Défense 92972 CX - 01.42.14.30.68
cgt.sg@wanadoo.fr - spb.sg@laposte.net
Internet : www.premiumwanadoo.com/cgt.sg/
Intranet : Portail SG, Salariés France, Espace syndical, CGT